



RUSSIE-AFRIQUE

« Moscou exporte plus de nourriture que d'armes en Afrique »



Vladimir Poutine lors de l'ouverture du sommet/Reuters

Le président russe, Vladimir Poutine, a indiqué hier, à l'ouverture du premier sommet Russie-Afrique, que son pays exportait plus de vingt-cinq milliards de dollars de nourriture vers le continent contre quinze milliards de dollars pour les armes.

« Nous sommes capables d'au minimum doubler ces échanges dans les quatre à cinq prochaines années », a-t-il déclaré, soulignant que l'Afrique dispose de nombreux partenaires potentiels avec de bonnes perspectives de développement.

Pages 7 et 10

POLITIQUE NATIONALE

■ L'UFD intègre officiellement le PCT



Josué Rodrigue Nguonimba répondant aux questions des journalistes

À l'issue de la cinquième session extraordinaire du bureau politique de l'Union des forces démocratiques (UFD), tenue le 23 octobre à Brazzaville, le plénum des membres présents à cette réunion a prononcé l'intégration de l'UFD au Parti congolais du travail (PCT). Le président de l'UFD, Josué Rodrigue Nguonimba, a expliqué que cette intégration était consécutive aux contraintes qu'impose la loi 20-17 du 12 mai 2017 portant loi organique relative aux conditions de création, d'existence et aux modalités de financement des partis politiques, ainsi qu'au souci de l'UFD de faire partie des grands ensembles politiques pour contribuer à la consolidation de l'unité nationale et de la paix.

Page 2

■ L'UMP se dit victime d'une « haine viscérale »

Dans une déclaration publiée le 23 octobre, à Brazzaville, le secrétariat permanent de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) que dirige Digne Elvis Tsalissan Okombi a rejeté les propos de l'aile dissidente qu'il a qualifiée d'imposteurs.

Page 3



Le secrétariat permanent de l'UMP lors de la déclaration

MÉDIAS D'ÉTAT

Les pigistes réclament leur intégration à la Fonction publique



Pigistes et stagiaires en concert de casseroles devant le ministère de la Communication

Les pigistes évoluant dans les médias publics ont manifesté, hier à Brazzaville, à travers un concert de casseroles devant le ministère de la Communication, pour réclamer leur recrutement par l'Etat. Selon le président du collectif

des pigistes et stagiaires, Rama Trésor Libobolo Zatonga, ces derniers représentent 80% des effectifs du personnel des structures sous tutelle du département en charge des médias.

Page 6

ÉDITORIAL

Apology

Page 2

DIALOGUE POLITIQUE

La France encourage la démarche du Conseil national

Reçu en audience le 23 octobre par le secrétaire permanent de l'institution, Martin Mberi, l'ambassadeur de France au Congo, François Vincent Pierre Barateau, s'est réjoui du fait que les réunions s'enchaînent et que les contacts se multiplient dans le cadre de la préparation de la concertation nationale.

« Nous avons donc échangé très largement sur beaucoup de sujets, ses méthodes de travail, sur ses besoins de moyens de fonctionnement pour vraiment élargir au maximum le dialogue à toutes les opinions, tous les courants de pensées des Congolais ici, puis à l'étranger, afin que chacun apporte sa contribution à un dialogue politique apaisé, constructif pour participer à la construction du Congo de demain », a expliqué François Vincent Pierre Barateau à la presse à sa sortie d'audience.

Le diplomate français qui a présenté ses lettres de créance au chef d'Etat congolais, le 13 août dernier, est le premier ambassadeur à franchir le perron du siège provisoire du Conseil national du dialogue. En effet,



Martin Mberi s'entretenant avec François Vincent Pierre Barateau/Adiac

créé par loi organique n°30-2017 du 7 août 2017, déterminant son organisation, sa composition et son fonctionnement, le Conseil national du dialogue a pour organe délibératif l'assemblée générale,

convoquée par le président de la République. Le secrétariat permanent est donc chargé de conduire au quotidien l'action de concertation, d'apaisement et de recherche du consensus entre les forces vives de la nation. Il iden-

tifie, pendant cette mission, leurs préoccupations majeures et en dresse une liste exhaustive dans un rapport de travail qu'il adresse au chef de l'Etat.

C'est ainsi que cette institution a entamé, depuis quelques se-

maines, une série de rencontres avec les acteurs politiques avant d'échanger avec les autres forces vives de la nation. « Nous laissons le Conseil national du dialogue travailler (...), les réunions s'enchaînent, les contacts se multiplient, c'est très bien, nous l'encourageons dans ce sens-là. Nous avons convenu de faire un point d'ici quelques semaines, notamment avec nos partenaires européens qui ont un rôle important à jouer. Il s'agira d'un premier tour de table en quelque sorte du secrétariat permanent pour voir un peu dans quelle direction on va et comment l'Union européenne pourrait appuyer, aider ce processus de dialogue », a conclu l'ambassadeur de France au Congo.

Parfait Wilfried Douniama

VIE DES PARTIS

L'UMP rejette la déclaration des dissidents

Dans une autre déclaration publiée le 23 octobre, à Brazzaville, et lue par son secrétaire général, Fred Loemba, le secrétariat permanent du parti que dirige Digne Elvis Tsalissan Okombi a dit informer l'opinion que la déclaration publiée la veille par l'aile de Jean Valère Mbani était une distraction.

Le secrétariat permanent de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) a rappelé que Jean Valère Mbani, nommé vice-président de ce parti par décision n°0002/2018/UMP/PR/CAB, a été révoqué de ses fonctions dans les mêmes formes que sa nomination par décision n°007/2019/UMP/PR/CAB.

Au sujet du climat qui prévaut aujourd'hui au sein de cette formation politique, le secrétariat permanent a déclaré que celui-ci est provoqué, commandité, financé et coordonné afin de nuire à son président fondateur. L'auteur de cette situation, d'après cet organe, a manipulé quatre vice-présidents de ce parti sur onze dans le but d'accuser le président fondateur de tentative d'insurrection, de coup d'Etat et de liens avec les forces étrangères en vue de déstabiliser le Congo.

La même déclaration souligne également que le président de l'UMP était aussi accusé de lien avec les partis de l'opposition alors qu'avant son départ pour la France, en mars dernier, un accord de partenariat était en vue entre cette formation et le Parti congolais du travail. Pour ces accusations dont les preuves sont toujours attendues, l'UMP a laissé entendre qu'elle a porté plainte depuis plus de quatre mois pour que lumière soit faite sur le mécanisme créé par certains afin d'accuser les autres des faits aussi graves, mais aussi éclairer l'opinion publique sur l'existence d'une machine à fabrication des opposants autour du chef de l'Etat.

Des excuses au secrétariat permanent du Conseil national du dialogue

Se considérant victime de l'incident du 16 octobre à l'hôtel Saphir, l'UMP, après avoir déploré la communication précipitée du Conseil national du dialogue, a présenté ses excuses officielles au secrétaire permanent de cette institution, Martin Mberi, tout en sollicitant sa clairvoyance et son expérience dans l'analyse de la situation.

Jean Jacques Koubemba

ROUTE NGAMAKOSSO-MANIANGA

La saison des pluies met en difficulté la mobilité des habitants

Depuis les dernières pluies qui se sont abattues à Brazzaville, sa deuxième sortie nord, précisément au niveau des arrêts «Eglise» puis «La ferme», est presque impraticable à cause de l'ensablement. Les chauffeurs des bus et taxis en profitent pour doubler la course.



L'ensablement au niveau de l'arrêt Eglise (Ngamakosso)

La dégradation de la route de Ngamakosso continue de mettre en difficulté les Brazzavillois qui habitent cette partie de la ville, confrontés au quotidien, dans leur déplacement, au phénomène de demi-terrain, surtout aux heures de pointe. Le matin entre 6h30 et 8h, puis l'après-midi de 16h à 19h, il y est constaté une affluente de gens aux arrêts de bus de la zone.

Certains sont contraints de parcourir de longues distances à pied avant de trouver un moyen qui les conduira à destination. « Nous traversons un moment difficile avec ces dégâts causés par les pluies. Que les services habilités de l'Etat nous viennent à la rescousse. Les chauffeurs et nous sommes tous victimes », s'est

plainte Reine Elongo, usagère de cette route, la trentaine révolue. La situation n'épargne pas les élèves qui, chaque jour, pour se rendre à leurs établissements scolaires respectifs, vivent le même calvaire. « Depuis quelques jours, je ne participe plus aux premières heures de cours et certains de mes condisciples sont également tous les temps absents. Alors qu'en restant à la maison, on rate beaucoup de leçons », a déploré Gracia Malonga, élève en classe de terminale D. D'après quelques chauffeurs de bus abordés, la difficulté de se déplacer après la pluie dans cette zone n'émane pas d'eux mais des autorités compétentes qui ne réagissent pas à temps pour désensabler la voie après la pluie.

« Nous payons des taxes à l'Etat mais au retour il n'entretient pas les routes. Normalement, après chaque pluie, les engins devraient passer pour nettoyer ces digues. Malheureusement, rien ne se fait dans ce sens », a indiqué Eric, chauffeur de bus.

Pour les receveurs, l'augmentation momentanée du tarif leur permet de régler certaines dépenses imprévues, telles que la main-d'œuvre des jeunes qui les aident à sortir de l'ensablement. Notons qu'hormis l'ensablement de la route, l'érosion de Ngamakosso inquiète toujours ses riverains qui lancent sans cesse un SOS aux pouvoirs publics.

Lopelle Mboussa Gassia et Destin Kelly Bouka, stagiaire

MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET DE CARTOGRAPHIE DES INFRASTRUCTURES DE PRODUCTION AUTONOME DE L'EAU (FORAGES PRIVÉS) DANS LA VILLE DE POINTE NOIRE

Ayant fait le constat d'un risque imminent d'intrusion du biseau salé (eau de mer) dans la nappe d'eau douce alimentant la ville de Pointe Noire, un phénomène qui pourrait rendre cette eau impropre à la consommation humaine, le Ministère de l'Énergie et de l'Hydraulique, avec l'appui de la Banque Mondiale par le truchement du PEEDU, met en œuvre un projet de cartographie des ouvrages de production autonome de l'eau (forages privés) implantés dans cette ville. L'objectif poursuivi est de prévenir le risque de pollution de la nappe d'eau douce par la maîtrise des prélèvements de l'eau.

Ce projet qui va permettre à l'Organe de Régulation du Secteur de l'Eau de disposer des outils nécessaires au suivi et contrôle de l'activité de production d'eau par les forages, se déroule en deux phases :

1. Une première phase d'information et de sensibilisation des acteurs et parties prenantes, notamment : les autorités politiques et militaires locales, les promoteurs des forages d'eau, les entreprises spécialisées dans la réalisation des forages d'eau, les associations des consommateurs ainsi que les chefs de quartiers. Un



atelier dédié à la sensibilisation sur le projet et sur le cadre juridique régissant le secteur de l'eau, a été organisé le 24 septembre 2019 à l'hôtel Atlantic Palace (voir photo de famille ci-contre); il s'en est suivi une campagne de sensibilisation de proximité dans les six (6) arrondissements que compte la ville océane.

2. Une seconde phase qui va être lan-

cée dans les tout prochains jours portera sur l'opération de collecte et de constitution d'une base de données sur les ouvrages et leurs promoteurs ainsi que les entreprises de travaux de forages. Prévue pour être réalisée en trois (3) mois, cette phase sera confiée à un Consultant (firme) dont le recrutement est en cours.

Le Ministère de l'Énergie et de l'Hy-

draulique qui a apprécié l'intérêt que lui ont manifesté les autorités préfectorales et municipales ainsi que leurs administrés sur le déroulement de la phase 1 du projet, souhaite vivement une forte implication des chefs de quartiers, de blocs et de zones dans la mise en œuvre de la seconde phase du projet.



Programme Lisungi
Plan National d'action sociale

MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

Projet Lisungi-Système de Filets Sociaux

UNITE DE GESTION DU PROJET

COMMUNIQUE A L'ATTENTION DES MENAGES BENEFICIAIRES DU PROGRAMME ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS (PAGR) DE DOLISIE ET DE POINTE NOIRE

Le Coordonnateur du Projet Lisungi informe tous les ménages retenus dans le cadre du Programme Activités Génératrices de Revenus (PAGR), des villes de Dolisie et Pointe-Noire que le paiement des micro-projets va se dérouler dans les agences de la Banque Postale du Congo de leurs localités respectives, à partir du 25 octobre 2019, selon le calendrier ci-après :

- Pour les ménages de Dolisie : du 25 au 31 octobre 2019, à l'agence BPC de Dolisie
 - Pour les ménages de Mvoumvou: du 25 au 28 octobre 2019, à l'agence BPC du Rond-point KASSAI.
 - Pour les ménages de Loandjili :
- Des quartiers ci-après : Loandjili Commune, Nkouikou marché, école 15 aout 1960, Mbota Carlos, Mbota école 8 février 1960, Marché Mbota, TCHIBATI, TCHINIAMI 1, TCHINIAMI 2 Marché du P, CEG MOE POATY, MONGO KAMBA MOVIS, Agence BPC Grand marché, du 25 au 29 octobre 2019.
 - Pour les quartiers : Ecole Raymond MOUNTOU, MBOTA CARLOS, BISSONGO, Marché MBOTA, les paiements se déroulent à l'Agence BPC Fonds TIE-TIE, du 25 au 29 octobre 2019.

Les calendriers de paiements sont affichés dans les circonscriptions d'action sociales de chaque localité.

NB : L'activité ne concerne que les ménages de Dolisie et Pointe-Noire retenus pour le PAGR.

Alfred Constant KIAKOUAMA



Na lisungi, tosungami !

STRATÉGIE SECTORIELLE DE L'ÉDUCATION

Les journalistes points focaux édifiés

Le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation a organisé, le 18 octobre à Brazzaville, une formation en faveur des professionnels des médias sur le système éducatif qui couvre la période de 2015 à 2025.

La rencontre a été organisée en collaboration avec le Projet d'appui à l'amélioration du système éducatif (Praased). L'objectif est de mettre les participants en réseau afin de renforcer leur capacité dans la mise en œuvre de la stratégie sectorielle de l'éducation, une politique élaborée pour l'éducation nationale.

Le document éducatif, subdivisé en trois axes, comprend cent soixante-dix-huit pages. Il vise à offrir une éducation de base de qualité à tous, à répondre aux besoins en ressources humaines d'une économie émergente ainsi qu'à rendre efficaces le pilotage et la gestion du système éducatif. Il est reparté en six parties, notamment le contexte économique et social, l'état de lieux du système éducatif, la stratégie pour l'éducation et son programme 2015 à 2025, la mise en œuvre et suivi et bien d'autres.

Les journalistes points focaux ont été, à cette même occa-



Les journalistes points focaux pendant la formation/Adiac

sion, éclairés sur les attentes du partenariat avec le projet, les données statistiques des établissements et des centres de formation, l'évolution des effectifs des élèves par département selon les cycles de l'enseignement.

A l'école primaire et au secondaire, le tableau est le même. Les progrès ont été enregistrés au niveau du préscolaire dans les zones urbaines. Toutefois, l'éducation nationale est confrontée à plusieurs

problèmes à tous les niveaux dont le taux de redoublement élevé au primaire, l'abandon de l'école en classe de CM2, la pléthore des salles de classe, etc.

Parmi ces problèmes, figurent ceux du manque de données statistiques, l'insuffisance du personnel administratif, l'inadéquation entre l'offre de formation et le marché de l'emploi.

La stratégie nationale sectorielle de l'éducation a présenté une évolution des étudiants

des quatre années entre 2009-2010 et 2012-2013. L'effectif est passé de 28 035 à 37 059 étudiants avec une proportion des filles de 42,5%.

Notons que la formation sur la stratégie sectorielle éducative a été clôturée par le directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, Adolphe Mbou Maba. Elle marque l'originalité de la réflexion profonde sur la mise en œuvre de la stratégie.

Lydie Gisèle Oko

TALANGAÏ 5

Des kits scolaires pour les élèves des établissements publics

L'initiative est de la députée élue de la cinquième circonscription électorale du sixième arrondissement de Brazzaville, Claudia Iki Sassou N'Guesso, qui a remis, le 21 octobre, par l'entremise de son suppléant, des fournitures scolaires aux élèves des trois cycles du complexe scolaire Antonio-Agostinho-Neto (primaire, collège et les deux lycées), de l'école primaire 18-mars ainsi qu'à ceux de l'école de Ngamakosso.



Des bénéficiaires brandissant des kits reçus/Adiac

Accompagné de deux conseillers de la titulaire de la poste, Isidore Lenga a parcouru les différents établissements en compagnie des chefs de trois quartiers que compte la circonscription. Au niveau du lycée, par exemple, des kits composés, entre autres, des cahiers, stylos et règles ont été offerts à un échantillon des élèves de la terminale C. C'est le cas au lycée A-A-Neto B où une trentaine d'élèves est inscrite en terminale C pour le moment.

« C'est la première année que nous lançons la terminale C, nous espérons que ce kit qui vient à point nommé va encore cristalliser la conscience des enfants. Soyez-en sûrs, vous ne serez pas déçus, les terminales C du lycée A-A-Neto B vous donneront des meilleurs résultats, mais continuez de nous accompagner dans cette stratégie », a souhaité le directeur des études de cet établissement, Adolphe Elenga. Chef du quartier 610 Maman Mboulé, Bernard Kani Okoua s'est félicité du geste de la députée de Talangaï consistant à soulager tant soit peu les peines de certains élèves des six écoles primaires, des deux lycées et des deux collèges d'enseignement général de cette circonscription. Présentant la carte scolaire de ces trois quartiers qui formaient jadis le quartier 68, il a avancé le nombre de près de trente mille élèves. « Dans le temps, c'était le plus peuplé des quartiers du Congo, le quartier qui regorgeait plus d'élèves et d'écoliers », a-t-il conclu.

Comme l'an dernier en cette même période, la députée de Talangaï 5 a bénéficié de l'apport de la Fondation Burotop Iris pour la réalisation de ce geste. « Sans éducation, il n'y a pas la construction d'une nation. La nation est construite à partir d'une éducation saine et normale. C'est la raison pour laquelle elle (la députée, ndlr) a toujours pensé aider les enfants à la limite de ses capacités. Ce geste est un signe d'encouragement envers les élèves, une manière tacite de les aider à bien étudier », a justifié Isidore Lenga.

Pour pousser les enfants à travailler davantage, une émulation sera prochainement organisée. « Nos partenaires ont pensé que nous devrions à notre niveau nous organiser et voir, à la mesure du possible, si nous pouvons organiser des émulations chaque trimestre ou chaque semestre. Et nous sommes en train de nous organiser avec les responsables des établissements scolaires », a expliqué le député siégeant.

Parfait Wilfried Douniama

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE
DU 21 AU 31 OCTOBRE

MARDI 22 OCTOBRE

18H30 18^{ÈME} FÊTE DU CINÉMA D'ANIMATION
CINÉ-CLUB : WARDI

MERCREDI 23 OCTOBRE

15H00 DÉBAT D'IDÉES : "FAIM ZÉRO" (ODD2) : MYTHE OU RÉALITÉ ?
19H00 MERCREDI À LA CAFÉT' : DUCE 2 LA NONOCIT2

JEUDI 24 OCTOBRE

15H00 RENCONTRE LITTÉRAIRE : LE CONTE DE FONTAINEBLEAU DE RAMSÈS BONGOLO
19H00 HUMOUR : 12^{ÈME} ÉDITION DU FESTIVAL TUSEO

VENDREDI 25 OCTOBRE

19H00 HUMOUR : 12^{ÈME} ÉDITION DU FESTIVAL TUSEO

SAMEDI 26 OCTOBRE

10H00 ANIMATIONS : LES RENDEZ-VOUS DE LA MÉDIATHÈQUE (SAMEDI DES PETITS LECTEURS, L'HEURE DU CONTE, CAFÉ PHILO ET RENCONTRES DE SCRABBLE)
19H00 HUMOUR : 12^{ÈME} ÉDITION DU FESTIVAL TUSEO

DIMANCHE 27 OCTOBRE

17H30 DIMANCHE À LA CAFÉT' : LES BANTOUS DE LA CAPITALE

tuseo

Pour plus d'info veuillez consulter notre agenda du mois sur
www.institutfrancais-congo.com

MÉDIAS PUBLICS

Les pigistes veulent voir clair sur leur dossier d'intégration à la fonction publique

Les prestataires dans les organes de presse publics, pigistes et stagiaires, ont manifesté leur mécontentement, le 23 octobre à Brazzaville, du fait qu'ils ne sont pas pris en compte au sein de la commission chargée de statuer sur les problèmes qui les concernent.

Un concert de casserole a rythmé la matinée du 23 octobre devant le ministère de la Communication et des médias. « Quota ébima » ou « Sortez le quota » a été le refrain repris en chœur par les journalistes pigistes et stagiaires des médias publics : Télé Congo, Radio Congo, Nouvelle République (dont on ne connaît plus la date de la dernière parution), l'Agence congolaise de l'information et bien d'autres. « Nous réclamons notre implication dans la gestion du quota qui nous est réservé », a expliqué le président du Collectif des pigistes et stagiaires, Rama Trésor Libobolo Zatonga, soulignant que les structures sous tutelle du ministère de la Communication et des médias sont tenues par les pigistes à 80%. Il y en a qui sont à dix ans d'exercice et plus, sans être intégrés à la Fonction publique.

La contestation de ces derniers est, en effet, liée au fait que le ministre de la Communication et des médias, Thierry



Lézin Mougalla, a mis en place une commission chargée de statuer sur la problématique d'emploi des agents de la communication et des médias. La note qui consacre l'exercice de ladite commission a été signée, le 15 octobre courant. « Le Collectif des pigistes et stagiaires n'est pas pris en compte puisque cette commission, dirigée par le ministre lui-même, est com-

posée de son directeur de cabinet, de son conseiller administratif et juridique avec pour membres les directeurs généraux des sept structures rattachées au ministère », selon les manifestants.

Le président du Collectif a salué le travail fait en amont par le vice-Premier ministre en charge de la Fonction publique, Firmin Ayessa, qui avait mis la communication sur

la liste des secteurs devant bénéficier des recrutements au cours de cette année. Ils ont, par ailleurs, reconnu le travail que fait le ministre Thierry Mougalla pour la même cause, nuançant: « Mais, le ministre de la Communication est mal entouré puisqu'on lui a même fait signer une note de service sans ampliations », a fait savoir Rama Trésor Libobolo Zatonga. Allusion faite à la note mettant en place la commission tant critiquée par les pigistes étant donné qu'eux, les premiers concernés, ne sont pas pris en compte. Ils estiment néanmoins qu'il n'est pas trop tard pour les autorités compétentes de refonder la commission de sorte qu'ils soient représentés dans cette structure chargée de statuer sur leurs problèmes.

Rominique Makaya

VIE ASSOCIATIVE

L'AFD déterminée à soutenir les personnes démunies

À la faveur de la célébration du mois de la personne du troisième âge, la présidente de l'Association femmes dévouées (AFD), Laure Avounou, a exprimé leur volonté d'œuvrer pour cette couche sociale.

Laure Avounou a indiqué que leur association humanitaire, à but non lucratif, est née de la volonté de la communauté des résidentes de Brazzaville de se doter d'une structure privée d'entraide et de solidarité. La mission première de l'AFD étant d'aider celles et ceux qui sont dans le besoin en faisant toute abstraction de leurs races, couleurs, sexes ou religions.

Cette association, a-t-elle affirmé, ne ménagera aucun effort pour apporter du soutien multiforme aux personnes du troisième âge et celles démunies, en dépit de la situation financière qui demeure difficile. Dans cet élan de cœur et de solidarité, l'AFD a offert des présents aux personnes du troisième âge de la Maison petites sœurs des pauvres. « Comme tous les enfants élevés et éduqués sous

le signe du mot « famille », nous nous sommes imprégnées des valeurs fortes comme le « soutien » et la « prodigalité » pour se jeter dans l'humanitaire. Car, depuis nos jeunes âges et de manière totalement naturelle, nous avons été souvent touchées par les problèmes des autres. D'où ce besoin vital de trouver des solutions et des alternatives pour les aider à surmonter leurs difficultés. C'est ainsi de ce désir de soutenir les autres qu'est née l'AFD », a expliqué la présidente de cette association.

Pour mener à bien ses actions, Laure Avounou s'est fait entourer par une équipe des femmes toutes bénévoles, sensibles aux inégalités dans le monde et qui désirent apporter leur soutien afin de combattre ensemble, à leur petite échelle, ce spectre appelé besoin.

Des aides volontaires aux démunis

Aujourd'hui, a-t-elle précisé, le besoin d'aider s'étant fait croître en toutes ces femmes dévouées, et en guise de reconnaissance à ceux qui ont forgé leur personnalité, elles apportent volontairement les aides à des personnes démunies, aux orphelins et aux personnes âgées, dans les villes où les besoins se font plus remarquables que d'autres. Une manière aussi d'inculquer ces valeurs à ces enfants et les sensibiliser à être les premiers à donner de leur temps et de leurs moyens pour des causes nobles.

Laure Avounou a invité toutes les bonnes volontés à se joindre à elle pour remplir les missions de l'AFD, celles de secourir les compatriotes qui rencontrent des difficultés sociales, médicales, familiales ou financières. « En adhérant à l'AFD, vous aidez ainsi des enfants à entamer ou poursuivre une scolarité qu'ils n'auraient pu réussir sans vous. Au sein de notre association, nous organisons régulièrement des journées caritatives pour présenter nos actions, trouver des solutions à des cas difficiles et aussi partager un moment de convivialité entre donateurs », a-t-elle expliqué.

Bruno Okokana



Les femmes de l'AFD partageant le repas avec les personnes du troisième âge

« Comme tous les enfants élevés et éduqués sous le signe du mot « famille », nous nous sommes imprégnées des valeurs fortes comme le « soutien » et la « prodigalité » pour se jeter dans l'humanitaire. Car, depuis nos jeunes âges et de manière totalement naturelle, nous avons été souvent touchées par les problèmes des autres. D'où ce besoin vital de trouver des solutions et des alternatives pour les aider à surmonter leurs difficultés. C'est ainsi de ce désir de soutenir les autres qu'est née l'AFD »

CONGO-RUSSIE

Un partenariat stratégique gagnant-gagnant

La République du Congo et la Fédération de Russie ont établi leurs relations diplomatiques en 1964. Leur coopération historique porte sur un partenariat stratégique gagnant-gagnant conclu en 2012. Elle était auparavant sous-tendue par l'accord signé le 31 janvier 1986.

En marge du sommet Russie-Afrique qui se tient du 23 au 24 octobre dans la ville russe de Sotchi, les deux parties pourraient signer de nouveaux accords.

Il s'agit notamment d'un accord de coopération militaire, d'un protocole relatif à l'amendement de la convention sur la coopération militaire et technique et d'un accord de coopération dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

Ces nouveaux accords devraient permettre aux deux côtés de raffermir leurs liens de coopération reposant sur l'amitié, la solidarité, le partenariat, le respect mutuel, le soutien réciproque des candidatures au sein des organismes internationaux et l'échange régulier des délégations officielles.

En mai dernier lors de la visite du chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, à Moscou, le Congo et la Russie ont conclu des ac-

cords dans les secteurs de la communication, de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, du traitement de la dette, de l'agriculture.

Le sommet de Sotchi va, sans nul doute, donner une nouvelle impulsion à la coopération entre la Russie et le Congo, de même qu'avec les autres pays d'Afrique, un espace géographique regorgeant de nombreuses potentialités économiques et se positionnant comme le continent d'avenir.

La Russie a joué un rôle important dans le passé dans la formation des cadres congolais civils et militaires. Elle a prévu, au titre de l'année académique 2019-2020, d'octroyer plus d'une centaine de bourses d'études aux jeunes congolais. La ville de Brazzaville compte un certain nombre de fruit de la coopération russe, notamment l'ex-hôpital Blanche-Gomes et l'ancienne école du parti devenue Ecole nationale d'ad-

ministration et de magistrature.

Somme toute, la Russie a été aux côtés des pays africains lors des luttes pour la liberté et l'indépendance. A l'issue du rendez-vous de Sotchi, ce pays figurant parmi les plus grandes puissances militaires et économiques de la planète pourrait mieux se repositionner en Afrique où se posent des besoins en matière de sécurité et de développement.

Christian Brice Elion

FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DE WASHINGTON DC

L'Univers des jeunes de la diaspora congolaise présent aux assises

L'association présidée par le Congolais Noël Karl Lebondzo Gandou a pris part, du 15 au 18 octobre à Washington DC, à la rencontre organisée en marge des réunions annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).



La directrice générale du FMI, Kristalina Georgina, répondant aux questions

Le Forum de la société civile est une partie intégrante des réunions de printemps et des assemblées annuelles du (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale. Il offre aux organisations de la société civile un espace de débat libre pour dialoguer et échanger leurs points de vue sur un large éventail de sujets avec le personnel des deux institutions, mais également avec leurs pairs, les délégations gouvernementales et d'autres parties prenantes.

Pour cette année, il était prévu une séance d'orientation sur le Groupe de la Banque mondiale et le FMI ; une table ronde avec les administrateurs des deux institutions; un salon de l'innovation ; des sessions de concertation organisées par la société civile, reflétant la multiplicité de leurs centres d'intérêt et préoccupations. Ces sessions sont sélectionnées à partir des propositions émanant des organisations de

la société civile. Il s'agit, entre autres, des organisations non gouvernementales, des groupes communautaires, des syndicats et associations professionnels, des mouvements de défense des peuples autochtones, des organisations confessionnelles et caritatives, des fondations, des groupes de réflexion et d'autres organismes à but non lucratif.

D'après le responsable de l'Univers des jeunes de la diaspora congolaise à cette conférence, Noël Karl Lebondzo Gandou, les organisations de la société civile sont à l'avant-garde des activités de développement mises en œuvre dans les pays. En collaborant étroitement avec la population locale, elles peuvent contribuer à ce que l'opinion et les besoins de cette population soient pris en compte dans la conception des programmes de développement. En tant que personnalités locales, les respon-

sables de la société civile peuvent relayer les aspirations des citoyens qui souhaitent réaliser leur potentiel.

La concertation et la collaboration avec l'ensemble des parties prenantes aideront les institutions de Bretton Woods à beaucoup apprendre de ces acteurs et leur donneront l'occasion d'avoir des échanges francs et éclairés sur les questions relatives au développement de l'Afrique. En partageant leurs expériences et en étant à l'écoute l'une de l'autre, ces institutions et la société civile peuvent approfondir leurs relations pour promouvoir leurs objectifs communs en matière de développement.

Ce forum a été aussi l'occasion pour le représentant de la diaspora congolaise en Amérique, à travers l'Univers des jeunes, de porter leur soutien au dossier congolais auprès des institutions de Bretton Woods.

Bruno Okokana

BURUNDI

Plusieurs morts dans des affrontements entre forces de sécurité et rebelles

La police affirme avoir tué quatorze « criminels » tandis que les rebelles disent avoir tué une dizaine de soldats, lors des combats qui ont éclaté, le 22 octobre, dans la province de Bubanza.

Le groupe rebelle burundais RED-Tabara, basé dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a assuré que les affrontements avaient eu lieu lors d'une incursion en territoire burundais. Le gouvernement burundais et de nombreux diplomates, de leur côté, ont indiqué que ce groupe rebelle est dirigé par l'un des plus farouches opposants au régime burundais, Alexis Sinduhije, ce que l'intéressé a toujours nié.

« Démantèlement (...) d'un groupe de criminels armés venus de la RDC », a annoncé mardi le ministère burundais de la Sécurité dans un tweet. « Quatorze criminels tués et onze armes saisies sur eux », a-t-il ajouté, sans évoquer de pertes dans les rangs des forces de sécurité, alors que des témoins et des sources administratives locales ont affirmé que plusieurs membres des forces burundaises avaient été tués. Sous couvert de l'anonymat, un des responsables du RED-Tabara a affirmé que « le bilan de la police est totalement fantaisiste », ajoutant: « Comme on avait l'avantage de la surprise, une dizaine de policiers ont été tués et de notre côté, on a perdu un combattant, et un autre a été capturé ». Les rebelles sont arrivés au Burundi vers 4 heures, selon des témoins sur place interrogés par l'AFP par téléphone, qui ont évoqué un groupe constitué d'une centaine de combattants portant des uniformes de l'armée et de la police burundaises.

« Ce groupe a pris avec lui une vingtaine de civils, dont un chef de colline, pour le transport de leur ravitaillement, et les ont relâchés trois heures plus tard lorsqu'ils sont arrivés à l'entrée de la forêt de la Kibira », a expliqué un responsable local sous couvert de l'anonymat.

La forêt primaire de la Kibira, qui court du centre du Burundi vers le nord et se prolonge avec la forêt de Nyungwe au Rwanda, a souvent servi de refuge aux groupes rebelles burundais. C'est l'arrière-garde de ce groupe armé qui a affronté pendant plusieurs heures des soldats, des policiers et des membres des Imbonerakure, la jeunesse du parti au pouvoir au Burundi, qualifiée de milice par l'ONU, selon des témoins et des sources administratives, qui ont assuré que les combats ont poussé des milliers de personnes à fuir la zone.

Le Burundi traverse une crise meurtrière née de l'annonce, en avril 2015, de la candidature du président Nkurunziza à un troisième mandat controversé, obtenu en juillet de la même année. La prochaine élection présidentielle est prévue en 2020. Les dernières attaques menées par des rebelles burundais basés en RDC remontent à 2017.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

Le prix de la meilleure amélioration de la Sécurité aéroportuaire 2019

« Pour ses efforts exceptionnels accomplis en matière de sécurité sur la plateforme de Brazzaville, la société Aérco gestionnaire des aéroports du Congo a reçu le 15 octobre le prix de la meilleure amélioration de la sécurité aéroportuaire 2019 lors de la 28^e assemblée annuelle de l'ACI Afrique qui se tient depuis le 12 octobre 2019 à Accra au Ghana.

C'est le résultat d'un travail d'équipe motivée et bien formée, sans oublier les partenariats noués avec l'Anac et l'Asecna.

Cette importante distinction donnée à l'échelle du continent africain honore la République du Congo et n'est, à n'en pas douter, une étape importante dans le processus en cours de certification des aéroports de Brazzaville et Pointe Noire.

Les Aéroports du Congo vous souhaitent la bienvenue sur ses plateformes.»



AFRIKAN CAMPUS & MBA ESG

We will make you love learn and apply

AFRIKAN CAMPUS ET L'ÉCOLE ESG PARIS SE SONT ASSOCIÉS POUR PROPOSER DES PROGRAMMES DE MBA PARFAITEMENT ADAPTÉS À DES CADRES EN ACTIVITÉ GRÂCE À LA POSSIBILITÉ DE LES SUIVRE EN BLENDED LEARNING OU EN PRÉSENTIEL



**MBA
INTELLIGENCE
ÉCONOMIQUE
ET MARCHÉS
AFRICAINS**

L'intelligence économique ne devrait plus faire sensation dans les organisations en Afrique subsaharienne. Elle doit faire partie de l'ADN du chef d'entreprise, de l'entrepreneur et de toute l'Entreprise, car comme les Japonais le croient, l'information est le sang de l'Entreprise. L'intelligence économique est le lien entre la connaissance, l'organisation et l'action, et c'est pour cette raison qu'elle est une fonction transversale dans toute organisation et doit être pratiquée par tous.

LES SPÉCIALISATIONS :

- Comprendre la place de l'Afrique dans la compétition économique mondiale - les enjeux
- Approcher les marchés africains dans leur singularité
- Maîtriser les dynamiques de l'intelligence économique au sein des états des entreprises
- Protéger et sécuriser le patrimoine informationnel
- Comprendre et appliquer les techniques d'influence et de contre-influence
- Coupler intelligence économique et innovation questions africaines
- Une discipline est enseignée visant l'opérationnalité



**MBA DROIT
DES AFFAIRES
JURISTE
D'ENTREPRISE**

« OHADA, CEEAC, CEMAC, OAPI, ZLEC, OMC, CIRDI, CCI... Autant d'acronymes qui, aujourd'hui, doivent être connus et maîtrisés par tout juriste d'affaire africain, qui ne peut plus se limiter à connaître son droit national. Savoir conseiller les dirigeants de son entreprise dans le domaine de la fiscalité, de la conformité réglementaire, dans les opérations du commerce international, la sécurisation de ses contrats, de ses actifs matériels et immatériels, sont, notamment, des compétences incontournables qui font la différence entre le juriste d'entreprise « nouvelle génération » et le juriste généraliste classique. Ce sont ces compétences que le MBA fournira à ses étudiants. »

LES SPÉCIALISATIONS :

- Techniques juridiques
- Management et ingénierie financière
- Synthèse juridique
- Synthèse fiscale
- Gestion financière et management stratégique
- Outils et techniques



**MBA
MANAGEMENT
DE L'HÔTELLERIE**

Le MBA Management de l'hôtellerie vous donne accès à nos forums de recrutement de l'hôtellerie réunissant des groupes hôteliers et d'hébergements touristiques. À la participation au concours Accor Take Off et concours organisés par des grands groupes d'hébergement. À des voyages d'étude à l'étranger : visites de complexes hôteliers, casinos, rencontres d'entrepreneurs français et participation à des conférences. À des Conférences professionnelles et métiers dispensées par des experts reconnus. À des Alternance école-entreprise qui accélère l'insertion 2019-2020 professionnelle des apprenants

LES SPÉCIALISATIONS :

- Environnement hôtelier
- Techniques de gestion et de négociation appliquées
- Environnement économique et juridique de l'hôtellerie
- Stratégie e-marketing
- Outils et techniques
- Projet professionnel de fin d'études

Plus d'informations : info@afrikancampus.com / +242 05 536 6979 / +242 06 844 5867 / +242 06 56 74 467

AFRIKAN CAMPUS, Tours Jumelles Villarecci, Avenue Amilcar Cabral, face Hôtel Radisson, Brazzaville (CONGO) info@afrikancampus.com / +242 05 536 6979 / +242 06 844 5867 / +242 06 56 74 467

Plus d'information sur : www.afrikancampus.paris

FINANCE

La BCI intègre le groupe BCP du Maroc

L'acte de cession de la Banque commerciale internationale (BCI) a été signé à Brazzaville, le 11 octobre, entre le directeur général de la Banque centrale populaire et internationale, Kamal Mokdad, et le directeur général du groupe BPCE IOM, Boris Joseph.



Décidant de rejoindre le groupe panafricain BCP, la BCI entend s'ouvrir à de nouvelles perspectives de développement et offrir à ses clients de nombreuses solutions innovantes développées par le groupe BCP, à savoir la monétique, le Trade finance, les solutions digitales comme la reconnaissance faciale, ainsi que l'accès au crédit.

Pour le directeur général du groupe marocain, Kamal Mokdad, la cession de la BCI à BCP s'inscrit dans le cadre de l'ambition africaine de la banque de s'adosser à d'autres partenaires, notamment des pays d'Afrique. « *Ce n'est pas une procédure de liquidation. La BCI se porte bien* », a rassuré le directeur général du groupe cessionnaire, ajoutant qu'il s'agit d'un partenariat Sud-Sud.

Mieux, les clients actuels et futurs de la BCI bénéficieront des meilleures pratiques bancaires de la BCP et de la garantie d'un groupe solide, a-t-il poursuivi, lors d'une conférence de presse peu après la signature de l'acte de cession.

**« Ce n'est pas une
procédure de liquidation.
La BCI se porte bien »**

Son groupe dispose, auprès des agences de notation les plus prestigieuses, à l'instar de Standard & Poor's, Fitch, Moody's, du meilleur rating au Maroc et au Maghreb.

Voilà une opportunité pour la BCI de rejoindre une identité commune forte à travers le continent et de porter les valeurs chères au groupe BCP : « Proximité, Citoyenneté, Innovation et Performance ». Quant au personnel de la BCI, aucun emploi ne sera perdu, car le groupe BCP n'a envisagé aucun plan social.

L'intervenant a aussi indiqué que les autorités congolaises sont informées de chaque étape du processus. Sa délégation a, d'ailleurs, été reçue par le Premier ministre. « On peut bâtir une réponse pertinente aux besoins considérables des populations de nos pays africains, mais aussi des grandes entreprises et des institutions nationales, pour le financement des grands projets », a signifié Kamal Mokdad.

À propos du groupe BCP, c'est l'une des premières institutions bancaires du Maroc. Le groupe tire sa force de ses valeurs de solidarité et de son organisation unique au Royaume chérifien. Celui-ci est composé de neuf banques populaires régionales à vocation coopérative, de la Banque centrale populaire, organe central du Groupe, qui est une société anonyme cotée en Bourse, de filiales spécialisées, de fondations et de banques et représentations à l'étranger.

En tant que premier réseau bancaire du Maroc, le groupe BCP est déjà présent dans quatre pays en Afrique centrale (le Cameroun, la Centrafrique, le Gabon et le Congo), ainsi que dans vingt-huit pays dans le monde. Il est, au Maroc, le premier collecteur de l'épargne (part de marché de 26%) et leader du financement de l'économie (part de marché de 25%).

SOMMET RUSSIE-AFRIQUE

Moscou veut doubler ses échanges avec les pays africains

Le président russe, Vladimir Poutine, a ouvert le forum, le 23 octobre, soulignant qu'il entendait « au minimum doubler » les échanges commerciaux de son pays avec l'Afrique, comme « symbole du regain d'intérêt russe pour le continent africain ».

« Nous exportons actuellement pour vingt-cinq milliards de dollars de nourriture, ce qui est plus que ce que nous exportons d'armes qui représentent, elles, quinze milliards. Et nous sommes capables d'au minimum doubler ces échanges dans les quatre à cinq prochaines années », a déclaré le président russe. « En Afrique, il y a de très nombreux partenaires potentiels qui ont de très bonnes perspectives de développement avec un énorme potentiel de croissance », a-t-il ajouté, lors de la session plénière du sommet organisé à Sochi (sud de la Russie) devant plusieurs dizaines de chefs d'Etat africains. Le chef du Kremlin s'est, par ailleurs, félicité de ce que son pays a annulé, ces dernières années, des

dettes africaines à hauteur de vingt milliards de dollars. « Nous voulons aussi renforcer la présence de l'Etat russe en Afrique », a-t-il indiqué, promettant que la Russie continuerait d'aider les pays africains en effaçant leurs dettes. Malgré cela, certains analystes pensent que l'effacement des dettes fait partie de la politique russe de l'Afrique qui conditionne souvent ses programmes à des contrats d'armement avec les Etats du continent. Le sommet de Sochi s'avère important pour Moscou qui, après cinq années de sanctions économiques occidentales, a un besoin crucial de partenaires et de débouchés pour conjurer sa croissance atone. Destinée à rechercher les meilleurs moyens de renforcer la coopération bilatérale, le forum connaît la

participation des chefs d'Etat et de gouvernement africains, ainsi que celle des chefs d'entreprise russes et africains. Le programme prévoit des discussions politiques et économiques pour montrer que la Russie, comme la Chine ou l'Europe, peut être un partenaire fiable. La rencontre sert de plate-forme

raisons africaines au profit des peuples d'Afrique». Une déclaration politique sur l'état et les perspectives de coopération entre la Russie et les pays du continent africain sera signée à l'occasion.

La politique africaine de la Russie se veut très pragmatique. C'est pour cela que Moscou souhaite ré-

avancer les analystes. Ils ajoutent que la Russie arrive tard sur le terrain économique-commercial africain par rapport à la Chine, parce que, qu'il s'agisse d'infrastructures ou de ressources naturelles, Pékin a marqué de son empreinte ce continent, se posant en concurrent numéro un des puissances occidentales.

En marge des travaux qui prennent fin le 24 octobre, il est prévu un forum économique réunissant des responsables russes et africains ainsi que des représentants de grandes entreprises, a indiqué le Kremlin, assurant que cet événement verra la signature d'un nombre important d'accords dans les domaines du commerce, de l'économie et de l'investissement.

Nestor N'Gampoula

« Nous voulons aussi renforcer la présence de l'Etat russe en Afrique »

de débat autour des différents défis actuels dans le monde et la recherche des moyens de renforcer la stabilité. Les discussions portent, entre autres, sur des « technologies nucléaires au service du développement de l'Afrique » et des « mine-

investir sur le continent et est prête à s'engager avec tous ceux qui en expriment un intérêt. Mais si elle revient en Afrique après presque trois décennies en retrait, le pays est encore loin de faire concurrence aux puissances occidentales,

GUINÉE-BISSAU

Le Premier ministre dénonce un projet de coup d'Etat

A un mois de l'élection présidentielle, Aristide Gomes a accusé un candidat de l'opposition, Umaro Sissoco Embaló, d'être l'auteur d'un complot contre la République. Ce que l'intéressé a démenti en qualifiant de « cabale » ces accusations.

Dans son message, Aristide Gomes, membre de la première formation parlementaire, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), signale que les instigateurs du projet prévoyaient de le mettre en prison, ainsi que plusieurs de ses ministres, « à la suite d'actions de vandalisme en préparation pour les prochaines heures ». Il a écrit sur sa page Facebook: « Un coup d'Etat est en préparation pour arrêter le processus de préparation de l'élection présidentielle du 24 novembre ».

Pour le Premier ministre de Guinée-Bissau, un pays chroniquement instable d'Afrique de l'ouest, « l'auteur de cet acte » est identifié « clairement et de manière univoque ». Il s'agit, a-t-il poursuivi, de l'ex-Premier ministre, Umaro Sissoco Embaló, candidat à la présidentielle du Mouvement pour l'alternance démocratique, formé par des frondeurs du PAIGC.

Le chef du gouvernement est allé jusqu'à affirmer qu'il détenait des « preuves matérielles » pouvant être dévoilées au moment opportun. Malgré cela, il s'est dit déterminé à poursuivre la préparation du scrutin du 24 novembre, pour lequel douze candidats se sont annoncés, dont le président sortant, José Mario Vaz.

Réagissant à ces accusations, le candidat de l'opposition les a rejetées en bloc. « Je ne suis pas un bandit et je n'entre jamais dans des actions subversives. Ceux qui me connaissent savent que je ne suis pas violent. Cela fait un mois que je ne suis pas à Bissau. Ce sont des cabales montées contre ma personne par des gens qui ont peur de moi », a confié Umaro Sissoco Embaló à la presse.

En attendant la tenue du scrutin, la communauté internationale insiste toujours sur le respect de la date prévue malgré les réticences de l'opposition, qui juge ce calendrier difficilement tenable.

Dans le but de favoriser le bon déroulement de l'élection présidentielle, l'Ecomib, la force de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest, a renforcé ses patrouilles dans la ville, selon des sources concordantes. Cette force avait été déployée en 2012 en Guinée-Bissau pour y sécuriser la transition politique après le dernier putsch, qui avait interrompu la présidentielle cette année-là. Le 10 mars dernier, les élections législatives s'étaient bien déroulées dans le pays. Malgré cela, la Guinée-Bissau tente encore de sortir de la crise qu'elle traverse depuis le limogeage, en août 2015 par le président Vaz, de Domingos Simoes Pereira, chef du PAIGC, qui était jusque-là son Premier ministre et qui sera candidat le 24 novembre.

La Guinée-Bissau est une ancienne colonie portugaise, devenue indépendante en 1974 après une lutte de onze ans. Depuis lors, elle a connu quatre putschs, seize tentatives de coup d'Etat et une valse de gouvernements.

N.N'G.

LUTTE CONTRE LES MALADIES INFECTIEUSES

L'OMS à la quête d'un appui financier des Etats

L'agence onusienne a publié, le week-end dernier, son nouveau rapport, sollicitant un soutien politique et financier des gouvernants.

La publication du document s'inscrit dans l'optique d'informer les pays membres sur les difficultés qu'éprouve l'institution au plan financier pour renforcer la lutte contre la tuberculose, notamment dans les pays en voie de développement afin de l'éradiquer d'ici à 2030. Selon l'enquête de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en 2018, environ un million de personnes sont décédées des suites de la tuberculose contre un million et demi en 2017. Cela est dû au manque de financement et à des difficultés d'accès aux soins qui mettent en danger la population à risque, notamment celle qui a des revenus faibles.

« Environ dix millions de personnes ont contracté la tuberculose en 2018 et trois millions de personnes ne reçoivent pas les soins dont elles ont besoin. Les pays les plus touchés sont la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Nigeria, le Pakistan, les Philippines et l'Afrique du Sud. Mais, le Brésil, la Chine, la Russie et le Zimbabwe sont lourdement touchés par la tuberculose et ont atteint des niveaux de couverture de traitement supérieurs à 80% en 2018 », précise le rapport. Le texte ajoute que comparativement à l'année 2018 où les cas de tuberculose étaient légèrement meilleurs que ceux de 2017, la maladie reste élevée chez la population pauvre et marginalisée, en particulier les personnes vivant avec le VIH. Cela s'explique par le coût des soins antituberculeux car, les données montrent que près de quatre patients sur cinq dans des pays dits à forte charge dépensent plus de 20% du revenu de leur ménage pour le traitement. « La pharmacorésistance constitue un autre obstacle, avec une estimation d'un demi-million de nouveaux cas de tuberculose pharmaco-résistante détectés en 2018. Et, un tiers seulement de ces personnes a

pu recevoir un traitement. Voilà pourquoi l'OMS recommande de traiter désormais la tuberculose multi-résistante avec des schémas thérapeutiques entièrement oraux plus sûrs et plus efficaces », souligne le rapport.

En effet, pour l'institution onusienne en charge des problèmes de santé, il existe un sous-financement massif et chronique pour la recherche sur la tuberculose. Il est estimé à un milliard de dollars par an. De plus, le déficit en matière de prévention et de prise en charge de la maladie est estimé à trois milliards de dollars en 2019. Ceci, en dépit du fait qu'environ un quart de la population mondiale est atteinte de tuberculose latente, ce qui signifie que les personnes ont été infectées par la bactérie mais ne sont pas encore malades et ne peuvent donc pas la transmettre. « La stratégie mondiale de lutte contre la tuberculose approuvée par l'assemblée mondiale de la santé vise une réduction de 90% du nombre de décès dus à la tuberculose et de 80% du taux d'incidence de la tuberculose d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2015 », conclut le document.

Nécessité des systèmes de santé plus solides pour en faire face

Insistant sur le fait que le monde doit accélérer les progrès pour atteindre l'objectif de développement durable visant à mettre fin à la tuberculose d'ici à 2030, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, en sa qualité d'initiateur du document, a déclaré qu'en pratique il faut nécessairement mettre sur pied des systèmes de santé solides et promouvoir un meilleur accès aux services. « Cela signifie un investissement renouvelé dans les soins de santé primaires et un engagement en faveur de la couverture maladie universelle », a-t-il ajouté. Il a signifié qu'à la suite de l'engagement pris

le mois dernier par les chefs d'Etat et de gouvernement à New York de mettre les soins de santé à la portée de tous et de lutter contre les maladies transmissibles, telles que la tuberculose, le VIH et le paludisme, l'OMS insiste sur l'utilité d'organiser les campagnes nationales permettant de diagnostiquer et de traiter plusieurs maladies en même temps. D'autant plus qu'à travers cette stratégie, l'agence onusienne a eu des programmes de lutte contre le VIH et la tuberculose. Ceux-ci ont permis aux deux tiers des personnes diagnostiquées atteintes de tuberculose de connaître leur statut VIH, pour lequel elles sont actuellement traitées.

Le rôle de la couverture universelle

Selon le responsable de l'OMS, dans de nombreux pays aujourd'hui, des infrastructures de santé fragiles et des pénuries de main-d'œuvre font qu'il soit difficile de diagnostiquer rapidement la tuberculose et de dispenser les traitements appropriés. La médiocrité des systèmes de notification constitue aussi un problème car, les prestataires de soins de santé ne signalent pas toujours les cas qu'ils traitent aux autorités nationales, ce qui donne un tableau incomplet de l'épidémie et des besoins en service dans le pays.

« Pour que des progrès durables puissent être réalisés dans la lutte contre la tuberculose, il faut renforcer les systèmes de santé et améliorer l'accès aux services. De nouveaux investissements sont donc nécessaires dans les soins de santé primaires, ainsi qu'un engagement en faveur de la couverture sanitaire universelle », a-t-il ajouté.

Notons que la tuberculose est provoquée par une bactérie mycobacterium tuberculosis qui touche le plus souvent les poumons. Elle peut être soignée et évitée.

Rock Ngassakys

SIXIÈME CHAMPIONNAT D'AFRIQUE VOLLEY-BALL ZONE 4

Kinda Odzoho rêve grand

Le club congolais aligne de bonnes performances depuis le début de la compétition et ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Qualifiée pour les demi-finales en version masculine, l'équipe est candidate à la consécration finale.

Arli Limvani, l'entraîneur principal de Kinda Odzoho, a exprimé le désir du club, le 21 octobre, aux Dépêches de Brazzaville. « *L'objectif chez les garçons c'est gagner la compétition. Nous sommes sûrs de jouer la finale et d'aller jusqu'au bout* », a-t-il assuré, se disant très fier de ses poulains qui ont

L'entame de la compétition est parfaite puisque Kinda Odzoho a battu d'entrée le Fap du Cameroun sur un score sévère de trois sets à zéro, avant d'enchaîner sur une autre victoire aussi précieuse face au VC Espoir de la République démocratique du Congo (RDC).

« *C'est pour la première fois qu'un club congolais*

exploit. Félicitation pour mes joueurs. Après, on a enchaîné en battant un club de la RDC par trois sets à un », a-t-il indiqué, précisant que le set perdu face au club de la RDC faisait partie des erreurs de concentration qui arrivent souvent lors des matches de volley-ball.

Désormais, lui et son



Arli Limvani et son adjoint dévoilant le projet du club Adiac

au gymnase Henri-Elendé. Peu importe l'adversaire, Kinda Odzoho, a souligné son entraîneur, est prête à frapper un grand coup.

Si la section masculine nourrit les ambitions de soulever le trophée de la compétition, celle des dames continue son apprentissage pour préparer les échéances de Kinshasa, en décembre. « *L'objectif chez les dames n'est pas d'aller chercher la coupe. C'est la formation. Nous préparons décembre pour les U-20 à Kinshasa. Nous avons beaucoup*

plus le temps de les former et les faire grandir afin qu'elles soient prêtes en décembre », a souligné Arli Limvani.

Le tournoi international des U-20, a-t-il expliqué, est le fruit d'un partenariat entre le club camerounais Ifunia et Kinda Odzoho. Dénommé Challenge Calixte-Nganongo, il intéresse désormais d'autres pays d'Afrique centrale tels le Tchad, le Gabon et la RDC. Après Brazzaville, Kinshasa s'apprête à l'accueillir en décembre.

James Golden Eloué

« L'objectif chez les dames n'est pas d'aller chercher la coupe. C'est la formation. Nous préparons décembre pour les U-20 à Kinshasa. Nous avons beaucoup plus le temps de les former et les faire grandir afin qu'elles soient prêtes en décembre »,

mis en valeur sur le terrain tout le travail effectué durant la préparation.

l'emporte face à un club du Cameroun par trois sets à zéro, c'était un ex-

équipe focalisent leur attention sur les demi-finales qui se disputeront ce jeudi,

PROGRAMME DES OBSÈQUES DE A.B. BOGNAMBÉ

La famille Bognambé (Ndzassa Marceline, Faustin, Christophe Urvan et Berthe Christine) a la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissance du décès de leur frère, Aimé Blaise Bognambé, survenu le mercredi 16 octobre 2019 à 5h00, à l'hôpital de Talangai.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis entre deux rues : 36 rue Akelentsongo / 21 rue Konongo Massengo soprogi, Quartier Domaine, arrêt de bus Eucalyptus.

L'inhumation aura lieu vendredi 25 octobre 2019 suivant le programme ci-après :

9h : levée de corps à la morgue de l'hôpital de Talangai ;
10h : recueillement au domicile familial ;
13h : départ pour le cimetière privé Bouka ;
16h : retour et fin de la cérémonie.



NÉCROLOGIE

Paul Anguima, ancien directeur de la Manufacture d'art et de l'artisanat congolais à la retraite, et Jean-Claude Ibara-Mbossa, directeur départemental du Livre et de la lecture publique de Brazzaville, informent le procureur de la République, André Gakala-Oko, MM. Florent Mbongo à Ipounou (district d'Ongogni), Gilbert Okouangui à Pointe-Noire, les familles Assalé, Ekiengué et Ongondo, parents amis et connaissances du décès de leur sœur et mère, Marie Ibara, survenu le 21 octobre 2019 à l'hôpital de référence de Talangai. La veillée mortuaire se tient au quartier Domaine, arrêt Terminus (lycée scientifique de Massengo). La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



PRESSE

PROGRAMME DES OBSÈQUES D'EDGARD PIERRE-YVES EWANY-OPANI

Le programme des obsèques de notre fils, frère et père, Edgard Pierre-Yves-Ewany-Opani, décédé le 28 septembre 2019 à Johannesburg, en Afrique du Sud, se présente comme suit :

Mercredi 23 octobre 2019

-10h : arrivée de la dépouille à l'aéroport Maya-Maya et dépôt à la morgue municipale de Brazzaville.

Jeudi 24 octobre

-9h00 : levée de corps à la morgue ;
-10h00 : recueillement au domicile familial sis 88 rue Kintélé à Ouenzé (croisement avec l'avenue des Chars) ;
-12h00 : message religieux et témoignages des proches ;
-14h00 : départ pour le cimetière Ma Campagne ;
-17h00 : fin de la cérémonie.



OPPOSITION POLITIQUE

Moïse Katumbi face à la population de Goma samedi

Le président de la plate-forme Ensemble pour le changement tiendra, le 26 octobre, un meeting populaire dans le chef-lieu de la province du Nord-Kivu.

Selon des sources proches du regroupement populaire, l'autorisation de survol du territoire national et d'atterrissage à Goma a déjà été accordée à son leader par l'Autorité de l'aviation civile. « Je confirme, le président Moïse Katumbi sera cette fois-ci à Goma, l'autorisation lui a été accordée et j'invite toute la population de Goma à se présenter en masse à l'aéroport et au stade Afia pour écouter le digne fils du Congo », a indiqué à 7sur7, le conseiller de Moïse Katumbi en matière de jeunesse, Patrick Mundeke.



La plate-forme Ensemble est satisfaite que Moïse Katumbi reprenne son safari par le chef-lieu du Nord Kivu. Cette activité de Goma, selon elle, entre dans le cadre de la continuité d'une série des manifestations entamées par l'ancien gouverneur de l'ex-Katanga, après ses années d'exil. En effet, depuis son retour au pays en mai dernier, Moïse Katumbi a déjà raté, à deux reprises, son voyage vers les provinces de l'est du pays. Six jours après son retour d'exil, alors qu'il souhaitait tenir un meeting à Goma afin de remercier la population pour son soutien, il n'avait pas été autorisé à survoler et atterrir dans cette partie du territoire national. Du côté de l'autorité compétente, par contre, il était indiqué que Moïse Katumbi n'avait jamais fait la demande en vue de permettre à son jet d'atterrir à Goma. Notons que cette ville ainsi que d'autres du Nord-Kivu sont considérées comme des bastions de l'opposition. C'est donc ce qui explique l'importance qu'Ensemble pour le changement attache à la venue de son leader dans ces villes pour s'entretenir avec la population et raffermir la base.

Lucien Dianzenza

PRÉSIDENTIELLE DE 2023

Le PPRD nourrit l'ambition de revenir à la tête du pays

Par la voix de son secrétaire permanent, Emmanuel Ramazani Shadary, l'ancien parti au pouvoir a exprimé, le 22 octobre à Lubumbashi, au cours d'une matinée politique, ses aspirations pour les prochaines échéances électorales.

Le Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD) entend se réinventer en perspective des prochaines échéances électorales pour lesquelles il se prépare sérieusement. La formation politique de l'ex-chef de l'Etat, Joseph Kabila, est plus que jamais déterminée à reconquérir le pouvoir en gagnant la majorité absolue au parlement avec, à la clé, une victoire écrasante à la présidentielle de 2023.

Sans ambages et sans fioritures, le secrétaire permanent de ce parti l'a clairement déclaré, le 22 octobre à Lubumbashi, au cours d'une matinée politique ayant réuni plus de deux cents délégués venus des quatre coins du pays. Dans la foulée, Emmanuel Ramazani Shadary a révélé que l'ex-président Joseph Kabila, en sa qualité de président national du PPRD, entend effectuer incessamment sa rentrée politique « après un petit temps des vacances ou de congé fort bien mérité ».

Pour ce cadre du PPRD qui s'adressait à ses partisans, rien ne pourra,

au stade actuel, empêcher ce parti de réaliser son projet de reconquête démocratique du pouvoir, d'autant plus qu'il a un bilan à défendre. Il s'est, en effet, réjoui du bilan largement positif du PPRD sous la houlette de Joseph Kabila. Plutôt que de se complaire des acquis engrangés à tous les niveaux de la vie nationale, Ramazani Shadary a exhorté les cadres et militants à faire davantage au plan politique pour hisser toujours plus haut le drapeau du parti. « Il est indéniable que nous sommes un grand parti, mais le PPRD doit être encore plus grand. Nous sommes un parti vivant, mais le PPRD doit être encore plus vivant ! Nous sommes un parti ambitieux, mais le PPRD doit toujours être plus ambitieux que jadis ! Oui, nous sommes un parti dynamique, mais le PPRD doit être encore et toujours plus dynamique ! Notre ambition la plus haute, pour le bien de notre patrie, c'est de remporter le plus grand nombre de sièges ; je veux dire, la majorité absolue des sièges dans toutes les instances délibérantes », a-t-il expliqué.

Le PPRD appelé à se réinventer
Dix-sept ans après sa création, le PPRD est appelé à faire une réelle introspection dans le sens de requalifier ses méthodes d'action pour plus d'efficacité et de performances, a indiqué Ramazani Sha-

dary. Pour atteindre ses objectifs de reconquête du pouvoir, il suggère que ce parti puisse se réinventer ou se réorganiser en réévaluant ses principes et ses valeurs. D'après lui, le PPRD devra, pour être en phase avec ses idéaux, « adopter de nouvelles méthodes de travail en planifiant une nouvelle phase de développement organisationnel pour rester pertinent et accroître le soutien dont il bénéficie de la part des électeurs ».

L'ambition clairement affichée par l'ex-parti présidentiel est donc de revenir à la tête du pays et ce, pour relever les innombrables défis restants au nombre desquels, la consolidation de la souveraineté nationale et de la position géostratégique de la République démocratique du Congo, la bonne gouvernance, l'oblitération de la faim et la misère, l'instauration d'un ordre juridique qui serait l'expression d'une société juste et solidaire, etc. Tout ceci pour l'avènement d'un « Congo fort et prospère », a indiqué l'un des anciens challengers de Félix Tshisekedi à la présidentielle de décembre 2018. Et d'ajouter que son parti militera pour l'emploi des jeunes, la santé pour tous, la scolarisation avec l'enseignement gratuit à l'école primaire qui, à l'en croire, est une vision qui avait germé sous la présidence de Joseph Kabila Kabange.

Alain Diasso

AFFAIRE 15 MILLIONS

La VSV demande au président de la République d'initier une enquête

L'organisation non gouvernementale réclame la vérité sur le dossier de la disparition de quinze millions de dollars américains du Trésor public qui défraie la chronique et dans lequel le nom du directeur de cabinet du chef de l'Etat, Vital Kamerhe, est cité.

La Voix des sans voix pour les droits de l'homme (VSV) dénonce, dans un communiqué diffusé le 23 octobre, la lenteur de la justice dans le cadre du dossier des quinze millions sortis du Trésor public pour une direction inconnue. « En vue de rendre effective la lutte contre la corruption, l'impunité et les antivaleurs prônée par l'actuel président de la République, la VSV recommande au chef de l'Etat de favoriser la réalisation d'une enquête pouvant faire la lumière sur le dossier relatif à la disparition des quinze millions de dollars du Trésor public », a-t-elle fait savoir.

L'organisation de défense des droits de l'homme a rappelé que la marche organisée sous l'initiative du Comité laïc de coordination, le 21 octobre à Kinshasa, et dans certaines provinces du pays, deux jours

plus tôt, était une interpellation afin que les autorités du pays s'engagent résolument à lutter contre les antivaleurs.

« Cette marche pacifique, au lieu d'être considérée comme un simple fait divers par les autorités de la RDC, en général, et par le chef de l'Etat, en particulier, doit bien au contraire constituer une interpellation pour eux, dans la mesure où la misère, la paupérisation et d'autres méfaits dans lesquels est plongée actuellement la majorité de la population congolaise ne sont qu'une conséquence logique des antivaleurs érigées en système par les régimes précédents et qui ont été dénoncées par les manifestants. C'est le cas, entre autres, de la corruption, du détournement des deniers publics, de la concussion, de la mauvaise administration de la justice... », a souligné VSV.

L.D.

LUTTE CONTRE EBOLA

Mise en place d'un cadre conjoint de collaboration transfrontalière

La République démocratique du Congo (RDC) et neuf de ses voisins ont signé dernièrement à Goma, à l'issue de la réunion des ministres de la Santé, de hauts responsables de l'immigration ainsi que de différents partenaires, un cadre commun pour renforcer la collaboration entre eux sur la préparation et la réponse à la maladie à virus Ebola et autres épidémies.

Les dix pays ont reconnu que l'épidémie à la maladie à virus Ebola, dans le nord-est de la RDC, est particulièrement un risque croissant de propagation aux pays voisins et une menace commune sur la santé et la sécurité économique dans la sous-région des Grands Lac et dans d'autres régions d'Afrique. Aussi a-t-il été jugé nécessaire d'élaborer un plan d'action afin d'atténuer les effets de ces menaces. Pour le vice-ministre de la Santé de la RDC, Albert Mpeti Biyombo, c'est une bonne chose pour son pays de formaliser un cadre de collaboration et d'adopter une feuille de route avec les pays voisins sur la préparation et la réponse à Ebola, qui dure depuis plus d'un an. « De cette façon, nous serons en mesure de rassem-

bler nos ressources pour renforcer la sécurité et la sûreté en matière de santé », a-t-il assuré.

Pour sa part, le gouverneur de la province du Nord-Kivu, Carly Nzanzu Kasivita, a souligné que les résultats obtenus permettront à tous de se mettre d'accord sur des mécanismes de communication transfrontaliers et sur un plan d'action commun portant préparation et réponse en cas d'urgence.

Pour la directrice régionale de l'OMS Afrique, le Dr Matshidiso Moeti, ces événements soulignent l'immense importance de collaboration transfrontalière afin d'améliorer le partage et l'échange d'informations devant permettre de contenir rapidement les épidémies, harmoniser les ressources, accroître la coordination et empêcher les maladies de traverser les frontières d'autant plus que d'autres maladies constituent aussi une importante menace. Elle a, par ailleurs, souligné que la circulation transfrontalière des personnes, des biens et des services peut accroître le risque de transmission d'agents pathogènes infectieux responsables de différentes maladies, notamment la maladie à virus

Ebola, le choléra, la rougeole et la fièvre jaune.

Selon la patronne de l'OMS, le partage de l'information s'améliore mais son niveau doit être acceptable. « Nous avons besoin que les pays partagent ouvertement l'information nécessaire pour sauver des vies. Notre mission est d'établir une collaboration transfrontalière qui couvrira toutes les épidémies et toutes les urgences de santé publique », a-t-elle laissé entendre. Le commissaire aux Affaires sociales de l'Union africaine, Amira Elfadil Mohammed, a proposé, quant à lui, la mise en place d'un mécanisme de collaboration transfrontalier visant à atténuer les souffrances et à minimiser l'impact social et économique des épidémies. Pour rappel, la réunion ministérielle était organisée conjointement par le gouvernement de la RDC, à travers son ministère de la Santé et le secrétariat technique du comité multisectoriel de l'épidémie à virus Ebola, l'OMS et la Commission de l'Union africaine par l'intermédiaire de ses centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies.

Blandine Lusimana

SITUATION DES DÉPLACÉS EN RDC

Le CICR et le HCR envisagent des solutions durables

Les deux agences des Nations unies organisent, depuis le 22 octobre à Kinshasa, une conférence internationale avec l'appui du ministère de l'Intérieur et de la sécurité, à travers la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), pour réfléchir sur les solutions durables aux situations qui affectent à la fois les personnes déplacées, les réfugiés et les personnes à risque d'apatridie.

Les participants à la rencontre, parmi lesquels les experts, les victimes et les témoins mettront en place, au terme des trois jours des travaux, des stratégies visant à accueillir et à protéger les déplacés.

« L'objectif est d'explorer les solutions que les autorités congolaises, les humanitaires et acteurs de développement, ainsi que la société civile, peuvent mettre en œuvre pour accueillir dignement et protéger les personnes forcées de se déplacer à l'intérieur de la RDC », a déclaré Claudine Mushobekwa, conseillère juridique régionale du CICR (Comité international de la Croix-Rouge).

De son côté, Fafa Attidzah, représentant adjoint du HCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) en République démocratique du Congo (RDC) a fait savoir qu'au cours de ces cinq dernières années, le monde a connu une augmentation sans précédent du nombre de personnes déracinées par les conflits et des conditions de vie désastreuses. La RDC, a-t-il renchéri, est un pays particulièrement affecté, et des solutions viables doivent être trouvées.

Concernant la recherche de ces solutions, Olivier Beer, représentant adjoint à la protection du HCR dans le pays, a soutenu que peu de progrès ont été accomplis.



Des solutions durables aux problèmes des personnes déplacées sont à rechercher

« Il est grand temps d'étudier les causes profondes des conflits en RDC, plutôt que de recourir systématiquement à des réponses qui maintiennent les déplacés internes dans une situation aussi vulnérable et dépendante de l'aide aujourd'hui qu'ils l'étaient il y a dix ans »,

a-t-il martelé. La situation des personnes déplacées à l'intérieur de la RDC n'est pas reluisante et leur nombre va grandissant. Au 31 décembre 2017, quatre millions et demi de citoyens congolais avaient fui leurs maisons et villages, vivant dans des conditions précaires dans le reste du pays, d'après les Nations

unies. Il y a aussi plus d'un demi-million de réfugiés, en provenance de pays voisins, qui ont trouvé refuge en RDC. Enfin, près de huit cent soixante mille réfugiés congolais ont eux-mêmes trouvé l'asile dans des pays voisins, et beaucoup attendent de pouvoir rentrer dans leur pays.

Blandine Lusimana

MUKONGOMANI REGGAE FESTIVAL

La quatrième édition se décline en quatre jours

L'événement, un rendez-vous qui s'inscrit maintenant au fil des ans dans le calendrier musical annuel de Kinshasa, se tiendra à la Halle de la Gombe, du 30 octobre au 2 novembre. Il est prêt à accueillir les amateurs de la plus populaire des expressions musicales jamaïcaines.

Côté affiche, la quatrième édition du Mukongomani (Congolais en swahili), comme la précédente tenue dans le même cadre, ne va pas déroger à la règle. En effet, le festival du reggae congolais propose de nouveau dix groupes sur son podium cette année. La fédération des rastas du Congo (Fera-co) tient une fois de plus à manifester son dynamisme à travers ce rendez-vous musical tenu pour « la première grande scène reggae en République démocratique du Congo ». Elle veut ainsi pour preuve l'effort qu'elle fournit de présenter à chaque fois à son public de jeunes artistes reggae à découvrir.

Organisé en partenariat avec l'Institut français de Kinshasa (IF), Mukongomani reggae festival entend entretenir et confirmer cette réputation qu'elle se construit au fil des ans. L'énergique Kassim Lafraz qui bataille à cet effet fait en sorte d'y réunir les meilleurs talents. La magie de l'événement, c'est en partie son public qui se ramène de partout dans la ville autant que les artistes eux-

mêmes invités à y prestent.

La quatrième édition a notamment pour affiche Cize Nkosi, que l'on ne présente plus, Isongo et les groupes Kilongo musique et Lady Kimbangu, sans oublier Kas-

sim Lafraz lui-même. Mukongomani reggae festival ne fera pas la fête seulement avec les acteurs de sa scène. Une place est accordée à d'autres genres musicaux à l'instar du worldbeat avec Jupiter Bokondji et du slam dont Peter Komondua sera l'ambassadeur à la soirée du 2 novembre.



Mukongomani reggae festival #4

Le concert sera le point culminant du Mukongomani reggae festival qui s'organise autour d'une programmation variée. En effet, il démarre le 30 octobre avec une conférence prévue en matinée, précisément à 10h, dans la salle polyvalente de l'IF. C'est une tribune d'expression que s'offre la Fera-co autour d'un grand thème qui s'interroge sur l'implication sociétale du reggae. Le propos sera autour de cette question centrale : « Quand est-ce que le reggae participe au développement d'une société ? ».

Une place pour le reggae en RDC ?

Trois orateurs vont conduire la conférence, une rencontre censée mettre en dialogue les acteurs de la scène reggae avec le public. L'ex-secrétaire général de la Fera-co, en l'occurrence Alka, va éclairer sa lanterne quitte à le situer sur le rôle qu'il accorde à sa musique de prédilection, à savoir si « Le reggae est une musique de révolution ou de conscientisation ». Viendra ensuite un féru de la musique jamaïcaine, le musicien et analyste musical Bafa Mastaki, qui statuera sur la spécificité du reggae, question de préciser

au public « Sur quel point le reggae est-il différent des autres styles de musique ? Du point de vue du fond ou de la forme ? ». Le chanteur reggae, Cize Nkosi, va boucler la boucle en donnant, quant à lui, son avis, à savoir si la sphère musicale réserve un espace pour le reggae en répondant à cette interrogation : « Est-ce qu'on peut envisager une place pour le reggae en RDC ? ». L'assainissement est également inscrit dans la programmation de Mukongomani reggae festival 4 qui a choisi la date du 31 octobre pour organiser un « salongo ». Dès 7h se tiendra le « Jeudi salongo » et les dix groupes à l'affiche vont accompagner la Fera-co dans son action de salubrité publique à travers un nettoyage de quelques rues de la capitale. Une activité ponctuelle qui s'inscrit dans la mise en application du challenge actuel du premier citoyen de la ville à travers la campagne «Bopeto», destinée à rendre Kinshasa salubre. « Jeudi salongo » est donc défini comme « un TrashTag challenge à la congolaise » qui vise à donner un exemple de salubrité.

Nioni Masela

PARLEMENT PANAFRICAIN

Les Panafricaines invitées à la conférence sur les droits des femmes

Une délégation du réseau des femmes journalistes d'Afrique, «les Panafricaines» », conduite par Fathia Elaoui, chef antenne radio 2M du Maroc, a pris part, du 14 au 15 octobre à Midrand, près de Johannesburg en Afrique du Sud, à la douzième rencontre sur les droits des femmes organisée par le parlement continental, dans le cadre de la troisième session ordinaire de la cinquième législature.

Conviées pour la première fois aux assises du parlement panafricain (PAP) après deux ans d'existence, les Panafricaines ont présenté leur réseau qui regroupe deux cents journalistes de cinquante-quatre pays africains et l'action qu'elles portent cette année sur la migration et la situation des déplacés en Afrique. Durant deux jours, les conférenciers ont examiné et débattu plusieurs thèmes se rapportant à la création d'une plate-forme de dialogue sur les moyens de renforcer la participation des femmes au développement économique, dans



Fathia Elaoui s'entretenant avec la députée Haidara Cissé DR

réfugiés et des personnes déplacées à l'ordre du jour du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, des communautés économiques régionales et des organes compétents; à renforcer les mécanismes de médiation et de consolidation de la paix, notamment la pleine participation des femmes à toutes activités et processus de consolidation de la paix.

S'agissant de la décennie des femmes 2010-2020, les conférenciers ont émis plusieurs recommandations aux pays membres de l'UA, allant de la signature, de la ratification et de l'incorporation dans leurs législations nationales des instruments juridiques de cette organisation relatifs aux droits des femmes, à l'exhortation des médias à mener la campagne pour un changement de discours relatif aux droits des femmes africaines par la sensibilisation, la promotion des lois, des politiques et des bonnes pratiques. Un appel a été lancé pour inviter les parlementaires à faire un plaidoyer auprès de leurs Etats respectifs en faveur de l'accès à internet en tant que droit fondamental. Notons que le PAP est une assemblée consultative de l'UA qui regroupe les députés des pays membres de cette organisation continentale. Il tient au moins deux sessions ordinaires par an et l'honorable Haidara Aissata Cissé du Mali en est la vice-présidente.

Charlem Léa Itoua

ENVIRONNEMENT

Un forum à Pointe-Noire sur la prise de conscience face au réchauffement climatique

La rencontre sera organisée, le 26 octobre, à la Chambre de commerce. Les enjeux de cette activité ont été présentés, le 19 octobre, à l'espace Loving Hut, par les responsables de cette structure gastronomique, et Kabou de JVA-Congo.



Kabou et les responsables de Loving Hut présentant les enjeux du forum/Adiac

Un mois après la fin de la Semaine pour le climat initiée par la Suédoise Greta Thunberg et les jeunes du monde entier afin de sensibiliser la population et les autorités mondiales à la préservation de l'environnement, JVA (Je vais agir)-Congo va rassembler, autour d'un forum-exposition, les associations, entreprises et individus pour cette cause commune.

En effet, face à la menace que représente la dégradation de l'environnement, plusieurs associations, ONG et individualités de par le monde refusent de rester inactifs. Au Congo, malheureusement, en dépit des rencontres organisées par les institutions étatiques, l'indifférence et l'apathie semblent caractériser la population. C'est ainsi que JVA-Congo a décidé d'initier ce forum qui va rassembler les acteurs soucieux du devenir de la planète. Selon Kabou, de JVA-Congo, l'initiative est née du constat fait sur la passivité des Congolais à agir face à la situation. « Les gens doivent se réveiller et ensemble, nous pouvons faire quelque chose », a-t-elle dit.

Ce forum se veut être le plus pragmatique possible, loin des focus et causeries-débats sans lendemain ni actes concrets sur le terrain. Ainsi, à la Chambre de commerce, plusieurs acteurs écologistes, associations et sociétés vont animer des stands en sensibilisant le public au

réchauffement climatique. De ces échanges vont naître des synergies qui vont amener à trouver des solutions communes, espèrent les organisateurs et les participants tels l'espace Loving Hut, spécialisé dans l'alimentation végétalienne. En s'associant à l'initiative, a dit Yaya Napo, l'espace gastronomique appuie la démarche du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), l'organe des Nations unies chargé d'évaluer les travaux scientifiques consacrés aux changements climatiques. « Certains choix alimentaires nécessitent l'utilisation davantage de terres et d'eau et causent plus d'émissions de gaz à effet de serre que d'autres », a souligné Debra Roberts, coprésidente du Groupe de travail II du Giec. « Les régimes alimentaires équilibrés, riches en aliments d'origine végétale tels que les céréales secondaires, les légumineuses, les fruits et les légumes et les aliments d'origine animale produits de façon durable dans des systèmes à faibles émissions de gaz à effet de serre offrent de bonnes possibilités d'adaptation aux changements climatiques et de limitation de ces changements », a-t-il renchéri.

Promouvoir le régime végétalien

Aujourd'hui, face aux menaces telles que la perte de la biodiversité,

la déforestation, les maladies, la pollution, le déclin des océans, la surexploitation des ressources, la pénurie d'eau..., le régime végétalien biologique semble être l'alternative. En effet, les secteurs clés de l'énergie et des denrées alimentaires doivent changer radicalement afin d'éviter les pires impacts environnementaux du changement climatique. Le doublement prévu de la consommation de viande et des produits laitiers, d'ici à 2050, mettrait en péril la planète en raison de l'augmentation des émissions liées à l'élevage, de la consommation accrue de la biomasse de la terre (matières végétales cultivées pour nourrir le bétail), l'azote réactif (fumier et engrais chimiques causant des préjudices multiples à l'environnement). Une alimentation composée à 100% de protéines de soja aurait seulement 1% d'impact en 2050 qu'aurait un régime composé à 100% de protéines carnées, selon Pelletier, de l'Université Dalhousie au Canada en 2010. Signalons que Greta Thunberg, initiatrice de la Semaine pour le climat, est une jeune militante écologiste suédoise. Elle parcourt le monde pour sensibiliser les gens face à l'urgence et l'importance de la lutte contre le réchauffement climatique. Elle demande à tous d'agir plus vite en la matière.

Hervé Brice Mampouya

VIE DES PARTIS

La 5e session extraordinaire du comité central du PCT restituée aux militants de Pointe-Noire

Les membres du Parti congolais du travail (PCT) de la ville économique ont été officiellement informés, le 20 octobre, sous l'égide de Victor Foudi, président fédéral de ce parti, des travaux des assises tenues, du 11 au 12 octobre, à Brazzaville.



La tribune officielle des travaux

S'exprimant sur les principales questions abordées pendant la rencontre de Brazzaville, Victor Foudi a rappelé que ces retrouvailles s'inscrivaient dans le cadre des préparatifs du cinquième congrès ordinaire du PCT. Des commissions ont été ainsi mises en place, a-t-il expliqué, en vue de la réussite effective de ce rendez-vous. Parmi celles-ci, il a cité les commissions techniques, les commissions organisationnelles, les commissions d'accueils, etc.

Le président fédéral du PCT Pointe-Noire a aussi saisi l'occasion pour appeler certains membres retardataires à se mettre à jour de la cotisation spéciale lancée pour l'organisation de ce cinquième congrès ordinaire et les cotisations statutaires. « Les cadres du parti qui ne se sont pas encore acquittés de leurs cotisations doivent rapidement régulariser leur situation et même certains membres qui se sont déjà acquittés de ce droit peuvent de nouveau le faire, selon l'intérêt que chacun accorde à la vie du parti », a-t-il conclu.

Séverin Ibara



MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR



REUNION DE CONCERTATION AVEC LES SPECIALISTES EN VALEURS DU TRÉSOR POUR LA REPUBLIQUE DU CONGO



• HÔTEL RADISSON BLU - BRAZZAVILLE LE 24 OCTOBRE 2019 •

Comité d'organisation de la réunion
de concertation avec
les spécialistes des valeurs du trésor

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les spécialistes en valeurs du Trésor se retrouvent à Brazzaville

Le 24 octobre 2019 à l'Hôtel Radisson Blu, à Brazzaville, les spécialistes en valeurs du Trésor se retrouvent sous la houlette du ministère des Finances et du budget, pour une concertation afin d'élaborer des stratégies adéquates pour promouvoir au Congo le mécanisme de financement que constituent les bons du Trésor.

Dans un document publié à cette occasion vantant l'importance du financement par le biais du marché, intitulé : « POURQUOI INVESTIR DANS LES BONS DU TRÉSOR(1) et POUR TOUT SAVOIR SUR LES BONS DU TRÉSOR(2) », ces deux thèmes d'importance capitale donnent les réponses édifiantes, claires et nettes que nous nous avons pris le plaisir de résumer plus bas, ainsi qu'il suit:

1- « Optimiser votre portefeuille grâce à : un faible niveau de risque ; l'admission des Bons du Trésor au guichet de refinancement de la BEAC ; l'exonération des impôts ; un profit plus élevé par rapport à la pratique du marché ; rachat et/ou vente au marché secondaire ; un investissement adapté et flexible.

Les bons émissions du Trésor ont la réputation d'être les placements les plus sûrs du marché financier car ils sont garantis par les gouvernements.

2- Les bons du Trésor sont les titres les plus facilement négociables sur le marché monétaire. Ils sont émis par les gouvernements afin d'emprunter des fonds à court et à moyen terme.

Les Bons du Trésor sont émis avec des échéances allant de 3 mois à 1 an. Ils sont vendus en escompte, c'est-à-dire que le gouvernement les vend au-dessous du pair (valeur nominale) et les rembourse au pair à l'échéance. Les Bons du Trésor sont très populaires, car ils sont l'un des rares instruments du marché monétaire vendus à un prix accessible. Les Bons du Trésor ont la réputation d'être les placements les plus sûrs du marché financier, car ils sont garantis par les gouvernements. »

Que pense le directeur des Titres et Valeurs

Pour Armel Silvère Dongou, le directeur en charge des opérations monétaires et financières à la direction générale du Trésor public de la République du Congo, « Le Trésor public du Congo à l'instar des autres Trésors de la sous-région n'est plus dévolu au seul rôle de la caisse de l'Etat, chargé de faire face aux règlements des dépenses publiques et encaissements des recettes, mais aussi celui du domaine très rentable des opérations monétaires ».

LIGUE DES CHAMPIONS

La machine à buts Mbappé est de retour

«Tout le monde doit amener sa pierre à l'édifice. Pour le coup, c'est un rocher qu'il nous apporte»: de son coéquipier Abdou Diallo à ses adversaires, Kylian Mbappé a encore impressionné la planète foot, après son entrée fracassante en Ligue des champions contre Bruges (5-0), mardi.

Le 23 octobre 2013, Zlatan Ibrahimovic illuminait le stade d'An derlecht d'un retentissant quadruple lors de la plus large victoire du PSG contre un club belge en C1 (5-0), s'offrant même une rarissime ovation du public adverse.

Six ans plus tard, Kylian Mbappé et ses coéquipiers ont réussi à faire presque aussi bien à Bruges: un «coup du chapeau» réalisé à peine trente minutes après son entrée en jeu, pour donner encore plus d'éclat au score parisien.

Cela faisait onze ans qu'un remplaçant au coup d'envoi n'avait pas réalisé une telle prouesse en Ligue des champions !

«Phénomène», «légendaire», «Sa Majesté»: l'ensemble de la presse sportive européenne s'est montrée dithyrambique au lendemain de cet exploit. «C'est le meilleur attaquant d'Europe ou du monde, en tout cas pour son âge», l'a même complimenté l'entraîneur de Bruges, Philippe Clement.

Avec cette performance retentissante, une de plus dans son début de carrière aussi prolifique que supersonique, le prodige français (20 ans) a encore repoussé les records de précocité en portant à dix-sept son nombre de buts dans la compétition reine européenne.

A titre de comparaison, le quintuple Ballon d'Or, Lionel Messi, avait attendu 21 ans et 288 jours



Six ans après le quadruple de Zlatan au Parc Astrid, Kylian Mbappé a brillé sur la pelouse du Jan Breydelstadion (Kenzo Tribouillard/AFP)

pour arriver à ce total... Bluffant.

«Mal en patience»

«C'est vrai que je voulais débiter, je pensais que j'allais débiter. Le coach a choisi, il faut accepter. Je voulais montrer que c'est difficile de se passer de moi. Je veux me bagarrer pour garder ma place et aider l'équipe», a-t-il confié au micro de RMC Sport après la rencontre.

Mais le meilleur buteur parisien de la saison dernière (trente-trois buts) était-il vraiment en danger ? «Ce n'est pas possible qu'il pense que je veux jouer sans lui», a répon-

du Thomas Tuchel. «C'était notre décision mais ce n'est pas pour ça qu'il doit montrer qu'il a de la qualité, je ne suis pas stupide (rires)», a ajouté l'entraîneur du PSG.

Condamné au repos forcé lors de la dernière trêve internationale en raison d'une gêne musculaire persistante, le champion du monde a manqué les deux premières journées de Ligue des champions.

Son retour gagnant à Nice (4-1), vendredi dernier, en Ligue 1 - un but inscrit après son entrée en jeu -, a donné un indice de sa gargantuesque volonté à rattraper le

temps perdu.

«Le foot est une passion, cela fait deux mois que je n'ai pas pu jouer, c'était très douloureux. Je veux jouer tous les matches, reprendre le rythme et mettre des buts», a-t-il encore confié à RMC Sport. «Avant je ne me sentais pas de jouer, il fallait que je prenne mon mal en patience», a indiqué Kylian Mbappé.

Meilleure équipe de l'ère QSI ?

Voir Angel Di Maria et Mauro Icardi briller en son absence contre le Real Madrid (3-0), lors du match inaugural en septembre dernier, n'a surtout fait qu'attiser son impa-

tience. En témoignent ses séances d'entraînement à 2000 à l'heure pour retrouver au plus vite les terrains.

«Si vous l'aviez vu après Nice... J'étais content de ne pas m'entraîner d'ailleurs, j'étais en décalage. Il était monstrueux !», a confié son coéquipier Abdou Diallo. «Quand il touchait le ballon, il se passait quelque chose. Il allait droit devant et il marquait, marquait, marquait... C'est Kylian quoi !», a-t-il renchéri. Avec neuf points en trois matches, le club parisien a réussi des débuts parfaits sur la scène continentale, tout en retrouvant son arme de destruction massive. Et dire que Neymar et Edinson Cavani, les deux autres membres du trio «MCN», ne sont toujours pas entrés en piste...

«Pour moi, depuis huit ans que je suis ici, c'est la meilleure équipe dans laquelle j'ai joué», a estimé le capitaine Thiago Silva, témoin privilégié de l'évolution du PSG version qatari. «On ne peut pas s'arrêter là. La saison est encore longue», a-t-il reconnu.

En attendant de valider officiellement leur billet pour les huitièmes, le 6 novembre au Parc des Princes contre Bruges, les hommes de Thomas Tuchel ont un match de prestige à jouer contre Marseille, dès dimanche (21h00/19h00 GMT). Avec Mbappé titulaire ?

Camille Delourme

RENTRÉE LITTÉRAIRE

Philippe Moukoko revient sur le «Dictionnaire général du Congo-Brazzaville»

L'auteur de l'ouvrage paru en début d'année chez l'Harmattan, notamment la deuxième édition, répond aux questions des Dépêches de Brazzaville.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Quel sentiment éprouvez-vous après la parution de votre œuvre ?

Philippe Moukoko (P.M.) : J'évoquerai cette phrase d'Aimé Césaire dans «Une Saison au Congo» : « L'enfantement se fait dans la douleur, c'est la loi ; mais quand l'enfant naît, on lui sourit ». Pour moi, c'est un bonheur de voir cette seconde édition, un bonheur de valoriser notre patrimoine historique, de parler de notre civilisation, de quitter la culture de l'oralité, de porter à la postérité ce qu'était le Congo d'hier et ce qu'il est aujourd'hui, aussi bien dans ses misères politiques que dans ses splendeurs artistiques actuelles.

L.D.B. : Avec le recul de ces quelques mois, pouvez-vous nous dire comment a été reçu votre ouvrage depuis sa parution ?

P.M. : L'accueil critique est très satisfaisant. J'ai eu un mot très

gentil de Boniface Mongo-Mbousa. Noël Kodja Ramata et Pierre Ntsémou sont tout en joie quand ils commentent ce dictionnaire sur internet ou sur leurs murs de Facebook. Je les remercie infiniment. Les bibliothèques d'universités françaises sont au rendez-vous pour l'acquisition de l'ouvrage comme, d'ailleurs, lors de la première édition. Parmi elles se trouvent déjà celles de Provence, de Toulouse, d'Orléans, de Sorbonne nouvelle sans compter celle de l'Académie des Sciences d'outre-mer et celle de l'Institut national des langues et civilisations orientales. J'attends maintenant que les Congolais de tous horizons aillent vers l'ouvrage.

L.D.B. : A propos de ce livre, nous avons évoqué, ici-même, dans nos colonnes, l'entrée significative de figures féminines, ce qui diffère de la première édition. Des réactions particulières vous sont-elles



Philippe Moukoko

parvenues sur cet aspect ?

P.M. : Oui, sur Facebook, nos compatriotes ont des réactions très positives et souhaitent même que j'ouvre toujours plus le dictionnaire aux femmes. Dans la première édition de 1999, il n'y avait que quatre ou cinq femmes. Dans la deuxième édition, j'en ai ajouté une vingtaine, allant de grandes dames dont on ne parle plus aujourd'hui comme Félicité Safou-Safouesse, Céline

Eckomband, Joséphine Bijou, Marie Bella ou Solange Koulinka, aux têtes d'affiche actuelles de la peinture congolaise comme Rhode Bath-Schéba Makoumbou, Bill Kouélany, etc. J'ai constaté la même satisfaction auprès de mon amie Marie-Léontine Tsibinda à laquelle j'ai accordé une interview, publiée depuis sur son blog. C'est, d'ailleurs, elle qui m'a suggéré de consacrer une entrée à Hélène Bouboutou, première Congolaise

à obtenir un doctorat.

L.D.B. : Le poète Gabriel Mwènè Okoundji affirme que le « Dictionnaire général du Congo-Brazzaville » reste l'un des événements qui auront le plus marqué la scène littéraire congolaise cette année. Partagez-vous ce point de vue ?

P.M. : Je sais que Mwènè Okoundji suit avec un œil de lynx l'actualité culturelle de notre pays. S'il le dit, eh bien, j'en suis tout-à-fait ravi !

L.D.B. : Et vous êtes aussi l'auteur d'un roman «Comme c'est beau la France !» Allez-vous poursuivre dans cette voie ou projetez-vous de nouvelles publications ?

P.M. : Oui, le désir d'écrire est semblable au désir d'aimer. Il ne s'atténue qu'en cas d'impossibilité physique ou lorsque l'on quitte ce monde pour aller à Mpemba. Je travaille actuellement sur un roman historique qui portera sur le monde congolais des années 1880. Rendez-vous donc d'ici à deux ou trois ans !

Marie Alfred Ngoma